

Equateur

Redistribution réussie

●●● **Fernando Ponce León sj**, Quito (Equateur)
 Directeur de la Faculté de philosophie de l'Université
 pontificale catholique de l'Equateur

Le système politique mis en place par le président équatorien Rafael Correa¹ place son régime à bonne distance du socialisme étatique (à la différence de Cuba) et se combine avec des politiques publiques judicieuses (à la différence du Venezuela). Il donne de bons résultats macroéconomiques et sociaux.

Ainsi, malgré la crise du capitalisme mondial, et selon des données de la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL), le produit intérieur brut (PIB) de l'Equateur a augmenté en moyenne de 4,3 % entre 2007 et 2014. Une vraie réussite si on le compare aux 3,2 % de l'Amérique latine. D'autre part, l'Equateur a maintenu de faibles taux d'inflation : 3,67 % en 2014 et 2,7 % en 2013. Des chiffres qui sont acceptables si l'on considère que la moyenne en Amérique latine est passée de 7,6 % à 9,4 % en deux ans.

Fort de l'idée qu'en période de conjoncture favorable, mieux vaut des investissements sociaux agressifs plutôt qu'une épargne « prudente », le gouvernement a consacré 11 % de son PIB à l'investissement public, ce qui

signifie qu'en 2014 il y a eu sept fois plus d'investissements qu'en 2006. Pendant ses huit années d'existence, le gouvernement a investi cinq fois plus dans les infrastructures routières et aéroportuaires que les trois gouvernements précédents en six ans. Jusqu'en 2012, cela a impliqué la construction ou la réparation d'environ neuf mille kilomètres de routes, la construction de septante-huit ponts et la rénovation de onze aéroports. Il en résulte des conséquences positives évidentes sur l'emploi, le tourisme et l'activité d'entreprise.

L'Equateur est aussi un des pays latino-américains ayant le mieux réussi à réduire ses inégalités socioéconomiques. Entre 2007 et 2012, le pays a réduit son indice de Gini² de 7 points (de 0,55 à 0,48), alors que la moyenne en Amérique latine l'a été de seulement deux points (0,52 à 0,50).

Le pourcentage des pauvres est en baisse constante : 35,7 % en 2007 contre 22,5 % en 2014. Plus d'un million d'Equatoriens sont donc sortis de la pauvreté. La pauvreté extrême est elle-même passée de 16,5 % à 8,5 % en huit ans. L'inégalité diminue donc tandis que l'économie s'accroît, ce qui montre bien une vraie redistribution des richesses. Aujourd'hui, le revenu moyen des 10 % les plus riches est de vingt-deux fois supérieur à celui

Le prix élevé du pétrole, allié à des politiques osées ont permis à l'Equateur d'obtenir les ressources pour financer d'importants investissements sociaux. Ce petit pays est bien placé en terme de réussite socio-économique par rapport au reste de l'Amérique latine, même si on entend peu parler de lui.

1 • Voir l'article précédent. (n.d.l.r.)

2 • Coefficient qui mesure l'inégalité des revenus dans un pays. Il varie de 0 à 1 : 0 signifie l'égalité parfaite et 1 l'inégalité totale. (n.d.l.r.)

des 10 % les plus pauvres, alors qu'il l'était de quarante-deux fois en 2007. Le gouvernement se félicite aussi d'avoir réduit le chômage de 3,9 % en 2014 et, dans le même temps, d'avoir adopté des lois en faveur des travailleurs. Le salaire de base, qui était de 160 dollars en 2006, est passé à 354 dollars en 2015. Un montant qui permet de couvrir le panier de la ménagère en considérant qu'il y a environ 1,6 bénéficiaire de revenus par foyer. La couverture de sécurité sociale pour les employés au niveau national présente une tendance à la hausse. En juin 2014, 67 % des employés à plein temps étaient couverts par la sécurité sociale, contre 26 % en juin 2007.

Un pari sur l'avenir

Une étude de l'UNESCO de 2014 rend aussi compte des avancées du pays en matière d'éducation durant ces sept dernières années, comparativement à l'ensemble de l'Amérique latine. Les enfants équatoriens ont amélioré leurs connaissances de la langue, des ma-

thématiques et des sciences de 5 % en moyenne par rapport à 2006. Ce sont ceux âgés de onze ans qui ont le plus progressé.³

Le taux de scolarisation est passé de 92 % à 96 % en sept ans, représentant un total de 875 000 nouveaux étudiants dans le système public. Et l'Equateur est le pays d'Amérique latine qui a le plus investi dans l'enseignement supérieur. Il lui consacre 2,2 % de son PIB (deux fois plus qu'en 2006), dépassant la Bolivie, l'Argentine et l'Uruguay. Plus de dix mille étudiants ont pu bénéficier de bourses octroyées par l'Etat depuis 2007. Le gouvernement de Rafael Correa a consacré plus d'un milliard de dollars pour quatre nouvelles universités : l'Université des arts, l'Université régionale d'Amazonie, l'Université nationale pour l'éducation, et le Projet Yachay, une « ville de la connaissance » accueillant une université de technologie, des laboratoires et un parc industriel.

Le secteur de la santé a aussi bénéficié des investissements de l'Etat : plus de douze milliards de dollars en huit ans. Environ 20 000 nouveaux professionnels du milieu médical se sont joints au système public ; 1200 sont des Equatoriens qui avaient quitté le pays pendant la crise de 1990 et qui sont revenus grâce au programme *Equateur en bonne santé, je reviens vers toi*.

Tous ces résultats sont indéniables. Même les opposants au régime les plus réactionnaires reconnaissent à Correa ses avancées en termes d'infrastructures physiques, de politiques sociales et d'emploi.

F. P. L.

Visite du président
à Otavalo (Imbabura),
28 septembre 2011



3 • Ceux qui ont donc intégré l'école lors du premier mandat présidentiel de Correa. (n.d.l.r.)